

LE PROCHAIN GOUVERNEMENT DOIT ABROGER LA RÉFORME DES RETRAITES ET RÉPONDRE AUX REVENDICATIONS SOCIALES!

Emmanuel Macron a annoncé ne pas nommer de nouveau gouvernement avant la mi-août au plus tôt. La « gestion des affaires courantes » par les ministres démissionnaires n'empêche pas la poursuite d'une politique largement contestée à l'image de la publication de décrets d'application de la loi Immigration ou de la suspension du repos hebdomadaire des ouvrier-es agricoles.

C'est ce même gouvernement qui a en charge le déroulement des JOP dont les effets délétères sur les populations se confirment : pressions sur le logement, liberté de circulation restreinte, refus d'accréditation pour fichage de salarié-es devant intervenir sur les jeux qui se trouvent ainsi privé-es d'emploi sur motif politique, dégradations des conditions de travail... Enfin, les déplacements sont fortement compliqués pour les salarié-es notamment de Seine-Saint-Denis.

Pour l'Union syndicale Solidaires l'urgence est d'abord à l'abrogation de la réforme des retraites de 2023, et d'imposer :

- **la retraite à 60 ans pour toutes et tous avec 37,5 annuités,**
- **le départ anticipé de 5 ans sur l'âge légal des professions confrontées à pénibilité et usure professionnelle.**
- **Pas de retraite en dessous du SMIC à 2000 euros nets!**

Notre Union syndicale prépare dès maintenant une mobilisation unitaire d'ampleur qui place au cœur des urgences les aspirations des travailleuses et des travailleurs

Pour Solidaires, il est urgent de rompre avec les politiques néolibérales des dernières décennies, et nous rappelons avec fermeté la nécessité impérieuse de mesures sociales, fiscales et écologiques d'urgence. L'augmentation et l'égalité des salaires de même que la réduction du temps de travail sont ainsi des priorités.

Les services publics, garants de l'égalité des concitoyen-nes partout, sont les seuls à même de gommer les inégalités croissantes, et garantissent les solidarités et le bien vivre ensemble. Là encore nous portons des revendications qui doivent être entendues et qui replacent les services publics et les agent-es publics au cœur du fonctionnement de l'Etat et de la vie de la cité.

L'urgence est à une rentrée sociale qui oblige le futur gouvernement à répondre aux besoins sociaux et mettre en œuvre un projet émancipateur par de véritables politiques sociales et écologiques.

 @UnionSolidaires
 @UnionSolidaires
 @union_solidaires
 @unionsolidaires@syndicat.solidaires.org
 <https://t.me/solidaires>
 @syndicat.solidaires

Le 26 juillet 2024

Union
syndicale
Solidaires